

Art. 4. De toelage wordt aan de erkende dienst uitbetaald na indiening van de subsidieaanvraag bij het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid overeenkomstig artikel 13 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 december 1988, waarbij de volgende documenten worden gevoegd :

- een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat alle begunstigden van de hulpverlening in het dagelijkse leven een vermindering van 0,40 EUR per uur tijdens de betrokken periode hebben genoten;
- een staat van de activiteiten van de gezins- of seniorenhelpers die niet op bovenbedoelde subsidieaanvraag voorkomen;
- een schuldverklaring van een bedrag gelijk aan het product van de uren die in aanmerking zijn gekomen voor de vermindering van 0,40 EUR.

Deze documenten moeten behoorlijk worden ingevuld, gedagtekend en ondertekend.

Art. 5. De erkende dienst die zijn rechthebbenden de vermindering niet toekent, verliest het voordeel van de door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 december toegekende toelagen voor de periode tijdens dewelke zij moest worden toegekend.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2009.

Art. 7. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 januari 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 748

[2009/200790]

29 JANVIER 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales;

Vu l'arrêté du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2008;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 30 septembre 2008;

Vu l'avis de la Commission consultative relative aux maisons d'accueil, maisons de vie communautaire, abris de nuit et maisons d'hébergement de type familial, donné le 19 septembre 2008;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 45.492/4, donné le 10 décembre 2008 en application de l'article 84, § 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant qu'il convient de fixer les dépenses éligibles en matière de frais de fonctionnement;

Considérant qu'il convient de distinguer les frais relevant de la participation financière de ceux relevant de la justification des frais de fonctionnement;

Sur la proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. L'article 43 de l'arrêté du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004 est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 43. Sont seules admissibles pour l'octroi des frais de fonctionnement prévus à l'article 42, les charges telles que stipulées à l'annexe 10."

Art. 3. L'annexe 7 "Méthode de calcul et dépenses éligibles pour la détermination de la tarification des services offerts" de l'arrêté du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004 est remplacée par celle figurant en annexe I^{re} du présent arrêté.

Art. 4. A l'arrêté du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004 est ajoutée une annexe 10 intitulée "Dépenses éligibles en matière de frais de fonctionnement", figurant en annexe II du présent arrêté.

Art. 5. Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2009.

Namur, le 29 janvier 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
D. DONFUT

Annexe I^e

Annexe 7 : Méthode de calcul et dépenses éligibles pour la détermination de la tarification des services offerts.

Le coût journalier réel du gîte ou du gîte et du couvert se détermine en divisant la somme des coûts éligibles de l'année de référence par la moyenne du nombre de nuitées des trois dernières années.

- Pour les coûts éligibles, l'année de référence commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de l'année qui précède celle au cours de laquelle sera appliquée la nouvelle tarification;

- Coûts éligibles : les coûts à prendre en considération sont répertoriés dans le tableau ci-dessous. Ce tableau est complété sur base des informations fournies dans le bilan et le compte de résultats de l'année de référence évalués par le pouvoir organisateur (assemblée générale, conseil de l'aide sociale ou collège des bourgmestre et échevins). Lorsque le responsable d'une maison d'hébergement de type familial est une personne physique, cette dernière certifie sincère et véritable les coûts éligibles;

- Moyenne du nombre de nuitées : moyenne du nombre de nuitées enregistrées par la maison d'accueil, la maison de vie communautaire et la maison d'hébergement de type familial durant les trois années qui précèdent celle au cours de laquelle sera appliquée la nouvelle tarification.

Ce coût journalier est calculé au cours du 1^{er} trimestre de l'année civile en cours et entre en vigueur au plus tard le premier avril de cette même année.

Nuitées réalisées durant les trois années précédentes :	Moyenne à prendre en considération
Nuitées 20 - -	
Nuitées 20 - -	
Nuitées 20 - -	

Intitulé	Montants
Approvisionnements et marchandises	
Achats alimentation (incluant l'alimentation adaptée aux enfants)	+
Loyers et charges locatives	
Loyers	+
Entretien et réparation immeuble	+
Entretien et réparation mobilier	+
Entretien et réparation du matériel	+
Entretien et réparation du matériel roulant	+
Entretien et réparation du matériel ou des installations de sécurité	+
Autres charges locatives et entretien	+
Fourniture hébergement	
Eau	+
Electricité	+
Chauffage	+
Frais de nettoyage et produits d'entretien	+
Lingerie domestique	+
Frais de buanderie	+
Matériel de puériculture	+
Nécessaires premier secours et premiers soins (pharmacie)	+
Fourniture et petit matériel divers liés à l'hébergement	+
Télédistribution et abonnements TV	+
Rétributions de tiers liées à l'hébergement	
Assurances incendie	+
Assurances véhicules	+
Honoraires et autres rétributions liés à l'hébergement	+
Transport et frais y afférents liés à l'hébergement	+
Part à charge de l'institution du coût salarial du personnel technique (conciergerie, entretien, cuisine et ouvrier) lié à l'hébergement	+
Part à charge de l'institution des dotations aux amortissements et aux réductions de valeur sur immobilisations	
Amortissement de l'immeuble (dotation)	+
Amortissement IMO (dont systèmes de sécurité) (dotation)	+
Amortissement du mobilier (dotation)	+
Amortissement matériel roulant (dotation)	+
Réductions de valeurs sur créances commerciales à 1 an au plus	
Créances irrécouvrables des hébergés (dotation +)	+ 80 %

Intitulé	Montants
Créances irrécouvrables des hébergés (reprise -)	- 80 %
Précompte immobilier et taxes liées à l'hébergement	+
Participation des hébergés	
Dans les frais de buanderie	-
Autres participations des hébergés	-

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales.

Namur, le 29 janvier 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
D. DONFUT

Annexe II

Annexe 10 : Dépenses éligibles en matière de frais de fonctionnement prévus à l'article 42 de l'arrêté du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004

Intitulé	Montants
Fourniture administration	
Téléphone, Fax, Gsm, Internet	+
Frais postaux	+
Fournitures de bureau	+
Petit matériel divers de bureau	+
Matériel informatique et logiciels	+
Frais d'abonnement, de publications, livres et documentation	+
Rétributions de tiers liées à l'administration	
Assurances, RC et autres assurances	+
Honoraires (comptable, avocat,...)	+
Secrétariat social	+
Cotisations aux groupements professionnels	+
Frais de formations	+
Transports et frais y afférents liés à l'administration	
Frais de transport du personnel (missions)	+
Frais de missions (autres que le transport)	+
Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'association affecté au travail administratif	+
Frais de loisirs et activités éducatives	+
Frais de personnel administratif	+
Réductions de valeurs sur créances commerciales à 1 an au plus	
Créances irrécupérables autres que celles des hébergés (dotation)	+
Créances irrécupérables autres que celles des hébergés (reprise)	-
Charges fiscales d'exploitation	
Autres taxes (non liées à l'hébergement)	+
Participation des hébergés	
Participations des hébergés dans les frais de téléphone	-
Participations des hébergés dans les frais d'activités	-

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales.

Namur, le 29 janvier 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
D. DONFUT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 748

[2009/200790]

29 JANUARI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2008;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 30 september 2008;

Gelet op het advies van de Adviescommissie inzake de opvangtehuizen, de gemeenschapshuizen, de nachtasielen en de opvangtehuizen van het gezinstype, gegeven op 19 september 2008;

Gelet op het advies nr. 45.492/4 van de Raad van State, gegeven op 10 december 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de uitgaven die in aanmerking komen voor de werkingskosten moeten worden bepaald;

Overwegende dat een onderscheid moet worden gemaakt tussen de kosten in verband met de financiële bijdrage en die in verband met de rechtvaardiging van de werkingskosten;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 43 van het besluit van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 wordt vervangen als volgt :

"Art. 43. De in artikel 10 bepaalde lasten komen alleen in aanmerking voor de toekenning van de in artikel 42 bedoelde werkingskosten."

Art. 3. Bijlage 7 "Berekeningsmethode en in aanmerking komende uitgaven voor de tariefbepaling van aangeboden diensten" van het besluit van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 wordt vervangen door die vermeld in bijlage I van dit besluit.

Art. 4. In het besluit van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 wordt een bijlage 10 gevoegd, die als bijlage bij dit besluit gaat, met als opschrift "Uitgaven die in aanmerking komen voor de werkingskosten".

Art. 5. De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2009.

Namen, 29 januari 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

Bijlage I

Bijlage 7: Berekeningsmethode en in aanmerking komende uitgaven voor de tariefbepaling van aangeboden diensten.

De werkelijke kost van het onderkomen of van het onderkomen en de maaltijden wordt bepaald door de som van de in aanmerking komende kosten van het referentiejaar te delen door het gemiddelde van het aantal overnachtingen van de laatste drie jaar.

- Betreffende de in aanmerking komende kosten begint het referentiejaar op 1 januari en eindigt op 31 december van het jaar voorafgaand aan het jaar van toepassing van de nieuwe tarifiering;

- In aanmerking komende kosten : de in aanmerking komende kosten worden opgenomen in onderstaande tabel. Deze tabel wordt ingevuld op grond van de informatie vermeld in de balans en resultatenrekening van het referentiejaar goedgekeurd door de inrichtende macht (algemene vergadering, raad voor sociale hulpverlening of college van burgemeester en schepenen). Als de verantwoordelijke van een opvangtehuis van het gezinstype een natuurlijke persoon is, moet hij de in aanmerking komende kosten voor waar en oprecht verklaren;

- Gemiddelde aantal overnachtingen : gemiddelde van het aantal geregistreerde overnachtingen per opvangtehuis, gemeenschapshuis en opvangtehuis van het gezinstype tijdens de laatste drie jaar voorafgaand aan het jaar van toepassing van de nieuwe tarifiering.

Deze werkelijke kost wordt berekend in de loop van het eerste kwartaal van het lopende kalenderjaar en treedt in werking uiterlijk op 1 april van hetzelfde jaar.

Overnachtingen tijdens de laatste drie jaar :	In aanmerking te nemen gemiddelde
Overnachtingen 20 - -	
Overnachtingen 20 - -	
Overnachtingen 20 - -	

Opschrift	Bedragen
Handelsgoederen, grond- en hulpstoffen	
Aankoop voeding (met inbegrip van de kindervoeding)	+
Huur en huurlasten	
Huur	+
Onderhoud en herstelling gebouw	+
Onderhoud en herstelling meubilair	+
Onderhoud en herstelling van het materieel	+
Onderhoud en herstelling van rollend materieel	+
Onderhoud en herstelling van het materieel of de veiligheidsinstallaties	+
Andere huur- en onderhoudlasten	+
Verstrekken van huisvesting	
Water	+
Elektriciteit	+
Verwarming	+
Reinigingskosten en onderhoudsproducten	+
Ondergoed	+
Waskosten	+
Uitrusting voor kinderverzorging	+
Benodigdheden eerste hulp en eerste zorgen (medicijnkastje)	+
Benodigdheden en divers klein materieel in verband met de huisvesting	+
Kabeltelevisie en TV-abonnementen	+
Bezoldigingen van derden in verband met de huisvesting	
Brandverzekeringen	+
Voertuigverzekeringen	+
Erelonen en andere bezoldigingen in verband met huisvesting	+
Vervoer en bijhorende kosten in verband met huisvesting	+
Deel ten laste van de inrichting van de loonkost van het technisch personeel (conciërgewoning, onderhoud, keuken en werkman) in verband met de huisvesting	+
Deel ten laste van de inrichting van de toevoegingen aan afschrijvingen en waardeverminderingen op activa	
Afschrijving van het gebouw (dotatie)	+
Afschrijving IMO (waaronder veiligheidssysteem) (dotatie)	+
Afschrijving van het meubilair (dotatie)	+
Afschrijving rollend materieel (dotatie)	+
Waardeverminderingen van handelsvorderingen op ten hoogste een jaar;	
Oninvorderbare schulden van de ondergebrachte personen (dotatie +)	+ 80 %
Oninvorderbare schulden van de ondergebrachte personen (overname -)	- 80 %
Onroerende voorheffing en belastingen in verband met de huisvesting	+
Aandeel van de ondergebrachte personen	
In de waskosten	-
Anderen aandelen van de ondergebrachte personen	-

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen

Namen, 29 januari 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

Bijlage II

Bijlage 10 : Uitgaven die in aanmerking komen voor de in artikel 42 van het besluit van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 bedoelde werkingskosten

Opschrift	Bedragen
Benodigdheden bestuur	
Telefoon, fax, gsm, internet	+
Postkosten	+
Kantoorbenodigdheden	+
Divers klein kantoormaterieel	+
Informatiematerieel en software	+
Abonnements-, publicatiekosten, boeken en documentatie	+
Bezoldigingen van derden in verband met het bestuur	
Verzekeringen, BA en andere verzekeringen	+
Erelonen (boekhouder, advocaat,...)	+
Sociaal secretariaat	+
Bijdragen aan de beroepsgroeperingen	+
Opleidingskosten	+
Vervoer en bijhorende kosten in verband met het bestuur	
Verplaatsingskosten van het personeel (opdrachten)	+
Opdrachtkosten (andere kosten dan de verplaatsingskosten)	+
Uitzendkrachten en ter beschikking van de vennootschap gestelde personen betrokken bij het administratief werk	+
Recreatiekosten en educatieve activiteiten	+
Kosten van administratief personeel	+
Waardeverminderingen van handelsvorderingen op ten hoogste een jaar	
Oninvorderbare schulden andere dan die van de ondergebrachte personen (dotatie)	+
Oninvorderbare schulden andere dan die van de ondergebrachte personen (overname)	-
Bedrijfsbelastingen	
Andere belastingen (niet in verband met de huisvesting)	+
Aandeel van de ondergebrachte personen	
Aandeel van de ondergebrachte personen in de telefoonkosten	-
Aandeel van de ondergebrachte personen in de activiteitskosten	-

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen.

Namen, 29 januari 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT